



SURVIVRE À EACOP

Les femmes résistent
face à l'exploitation
pétrolière en Ouganda

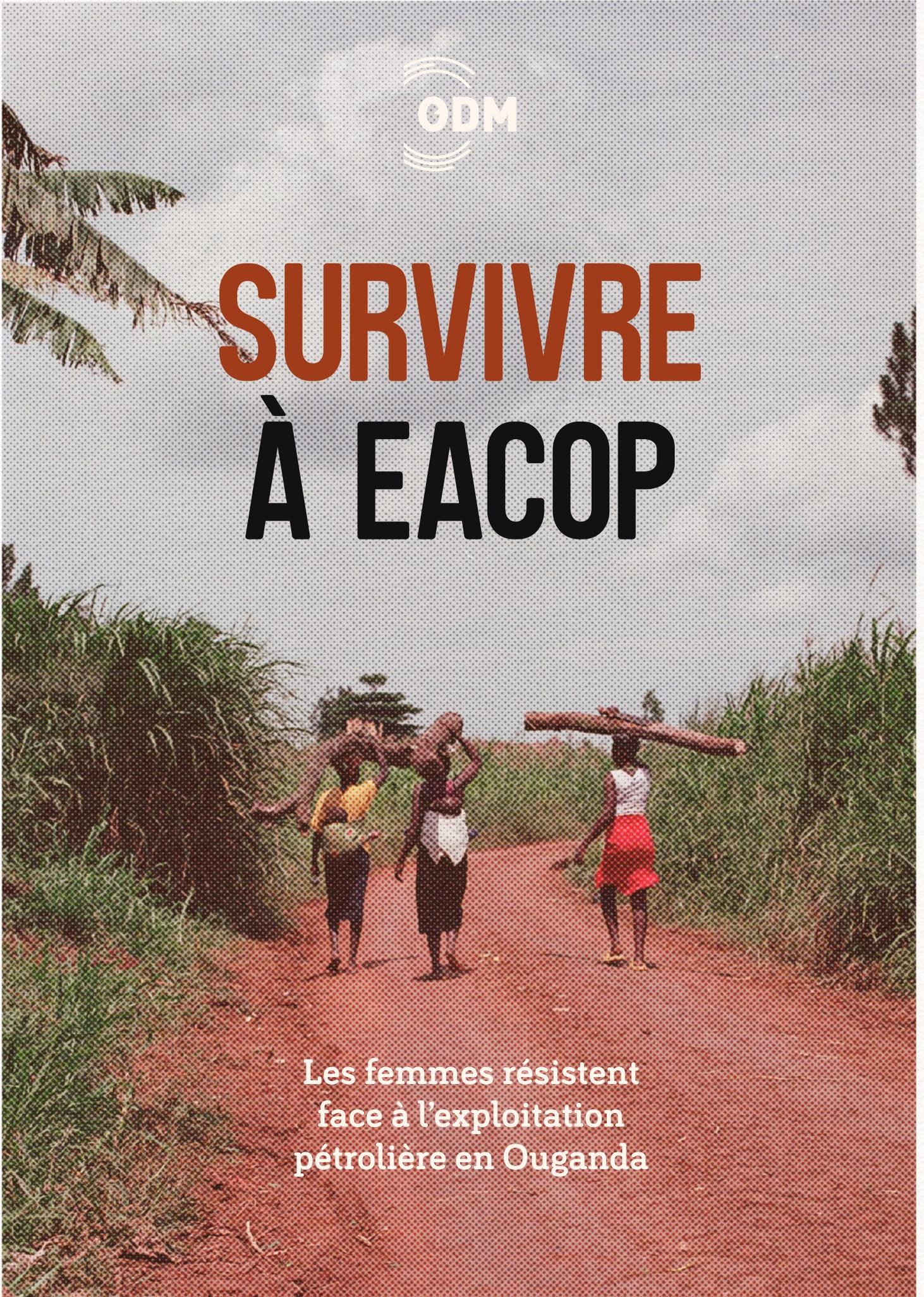


TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3	Des distances plus longues et dangereuses jusqu'aux terres agricoles	10
L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE EN OUGANDA EN QUELQUES FAITS	5	De nouvelles terres moins fertiles, un régime alimentaire plus pauvre	11
UN SYSTÈME DE COMPENSATION INADAPTÉ POUR LES FEMMES	6	LES PROJETS PÉTROLIERS CRÉENT UN NOUVEL ESPACE VIOLENT POUR LES FEMMES	13
Les femmes disent ne pas avoir bénéficié des compensations auxquelles elles avaient droit	6	L'avantage de l'anonymat	13
Un manque de participation des femmes dans les réunions concernant leur relocalisation	7	L'absence de réaction des entreprises pétrolières face au harcèlement au travail	13
Une offre de formation conçue pour les rapports RSE plutôt que pour les besoins des femmes	8	Les maladies infectieuses	14
LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE SUR LES RÔLES GENRÉS ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES FEMMES	9	MALGRÉ UNE INTIMIDATION SYSTÉMATIQUE, LES FEMMES RÉSISTENT	15
De nombreux retards dans l'indemnisation des terres agricoles	10	Les femmes ont des demandes claires à l'égard des entreprises pétrolières	15
		CONCLUSION	16
		MÉTHODOLOGIE	17
		NOTES	18

RÉSUMÉ LES IMPACTS GENRÉS DES PROJETS PÉTROLIERS EN OUGANDA

Depuis la découverte de gisements sous les confins du lac Albert, le développement pétrolier est devenu un enjeu majeur pour l'Ouganda, son économie et sa population. Fortement contesté, ce développement ne cesse de prendre de l'ampleur, avec pour dernière addition la construction du plus long oléoduc chauffé au monde : l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP). Les projets pétroliers incluent également plus de 400 sites de forage, deux installations de traitement du pétrole (Kingfisher et Tilenga CPF), deux autres oléoducs, la raffinerie de Kabaale, la construction d'un aéroport et diverses autres infrastructures. Tous ces éléments forment un tout indissociable visant à permettre l'exploitation commerciale du pétrole extrait en Ouganda, ce qui justifie d'examiner leurs impacts dans leur ensemble. Les acteurs clés de ces projets sont le gouvernement ougandais, la major pétrogazière française TotalEnergies et son homologue chinoise la Chinese National Offshore Oil Company (CNOOC), associés au gouvernement tanzanien pour EACOP. TotalEnergies est chef de projet pour EACOP par l'intermédiaire de sa filiale britannique TotalEnergies Ltd.

Ce rapport présente les résultats d'une enquête de terrain de deux mois sur les conditions de vie des femmes relocalisées par les projets pétroliers en Ouganda. La construction d'EACOP, **à elle seule**, a entraîné le déplacement d'environ 118 000 personnes, dans des conditions décrites par les personnes affectées comme injustes et violentes¹. Bien que les porteurs du projet prétendent avoir indemnisé la majorité des foyers à travers une compensation monétaire ou en nature, les conditions de relocalisation sont encore mal connues, ainsi que les impacts sur tous les membres du foyer. Officiellement, le projet EACOP déclare avoir indemnisé 94 % des populations affectées, suggérant que le processus de compensation est une « réussite »². Cependant, cette « réussite » ne peut être évaluée sans comprendre les enjeux genrés de ces relocalisations et indemnisations en masse. En Ouganda, les femmes sont confrontées à des discriminations en matière d'accès à la propriété

foncière, ainsi qu'à différentes formes d'exclusion et de violences sexistes et sexuelles, qui contribuent à perpétuer les inégalités entre les hommes et les femmes. Les acteurs du développement pétrolier promettent une amélioration des conditions de vie des femmes ainsi qu'une réduction des inégalités de genre. EACOP affirme contribuer au « développement » des femmes en leur accordant une attention particulière pré-compensation, et une fois relocalisées.

Cette enquête vise ainsi à répondre à une question essentielle : quelles sont les conséquences pour les femmes des politiques de déplacement et de compensation mises en œuvre pour faciliter le développement pétrolier imposé par TotalEnergies, CNOOC, et le gouvernement ougandais ? Cette enquête vise à contraster les affirmations des entreprises pétrolières avec les expériences vécues des femmes affectées par ce développement.

Les entreprises pétrolières telles que TotalEnergies affirment que leurs activités en Ouganda contribuent à réduire les inégalités de genre dans les communautés affectées. Cependant, toutes les femmes que nous avons interrogées ont témoigné que les projets pétroliers avaient aggravé leur situation. Notre enquête montre que :

→ **La stratégie de compensation a négligé et minimisé les inégalités existantes entre maris et femmes, avec pour résultat que les femmes n'ont pas toujours eu accès à la compensation à laquelle elles avaient droit.**

→ **La stratégie de genre mise en avant par le gouvernement et les entreprises dissimule sous des « plans d'inclusion sociale » les véritables effets du développement pétrolier sur les conditions de vie des femmes déplacées, et notamment sur des activités vitales telles que la collecte d'eau, de petit bois, et la culture des terres. Cette stratégie correspond aux notions de développement européen**



et occidental, et omet les différentes réalités des femmes affectées.

→ TotalEnergies et les autres acteurs pétroliers n'ont pas pris en compte les inégalités de genre au-delà du foyer. De nombreux témoignages mettent en lumière des relations difficiles avec la main-d'œuvre nouvellement arrivée sur place pour le projet pétrolier (travailleurs de la route, chauffeurs de camion, etc.) Ces nouvelles arrivées suscitent des inquiétudes et des peurs légitimes pour les femmes qui dénoncent une augmentation des agressions sexuelles et une restriction de leur liberté de mouvement.

→ Enfin, les plaintes et les revendications des femmes pour améliorer les conditions de relocalisation sont ignorées, voire réduites au silence.

TotalEnergies qualifie les femmes affectées par le projet pétrolier de « personnes vulnérables », sans reconnaître sa responsabilité dans leur précarité suite à la relocalisation. Le groupe n'admet ni avoir pu porter atteinte à leur résilience et leur capacité de subsistance, ni avoir fragilisé les relations entre hommes et femmes. Cette enquête relate les témoignages de femmes qui luttent pour survivre face à un tel projet extractiviste.



L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE EN OUGANDA EN QUELQUES FAITS

UNE BOMBE CLIMATIQUE...

L'exploitation pétrolière en Ouganda risque de devenir une bombe climatique : 34 millions de tonnes de CO₂ seront libérés dans l'atmosphère chaque année (plus que les émissions combinées de la Tanzanie et de l'Ouganda)³.

6,5 milliards de barils de réserves de pétrole brut ont été découverts sous les rives du lac Albert depuis 2006, dont 1,4 milliard peuvent être exploités commercialement⁴.

EACOP, c'est :

- **1440 kilomètres de long** : la distance entre Paris et Rome ;
- **118 000 personnes déplacées** ;
- **2000 km² de parcs nationaux, de forêts et de zones humides traversés et affectés par le pipeline.**

...CONTESTÉE PAR LES COMMUNAUTÉS ET ACTIVISTES

- **2 plaintes déposées** contre TotalEnergies depuis 2019 par des personnes affectées par le projet (PAPs), des ONG ougandaises et françaises ;
- **Pétition** présentée par les étudiants contre l'EACOP, les activistes climatiques ougandais, en plus de manifestations pacifiques à Kampala ;
- **Mobilisation militante** en Ouganda et au niveau international. **Manifestations** devant les différents sièges de TotalEnergies à Paris, Londres et ailleurs.

UN SYSTÈME DE COMPENSATION INADAPTÉ POUR LES FEMMES

Les communautés affectées par le développement pétrolier ont contesté les prix sous-évalués qui leur ont été proposés en échange de l'abandon de leurs maisons et de leurs terres agricoles. Ces problèmes ont été documentés par plusieurs rapports d'ONG et ont donné lieu à des plaintes devant les tribunaux ougandais et français.

Cette problématique touche à plus forte raison les femmes, qui doivent faire face à des discriminations spécifiques. En effet, si la loi ougandaise condamne les discriminations liées au genre dans l'accès à la propriété des terres, les femmes ne bénéficient en réalité pas des mêmes droits fonciers que les hommes. 75 % des terres en Ouganda sont réglementées par le droit coutumier, un régime juridique influencé par des traditions et coutumes genrées⁵. Ainsi, les femmes sont souvent considérées comme simples « utilisatrices » des terres de leur mari, et non « propriétaires ». Elles peuvent toutefois avoir accès à des droits de propriété en achetant des terres elles-mêmes, en recevant des terres en cadeaux, ou en héritant de terres de leurs parents. Cela entraîne des situations complexes et variées, puisque les femmes peuvent être à la fois utilisatrices de terres de leur mari et propriétaires d'autres terres agricoles.

TotalEnergies et les autres entreprises pétrolières affirment avoir accordé leurs compensations en fonction des droits de propriété et selon la valeur des terres agricoles et maisons appartenant aux femmes et hommes de la région. Elles ont promis d'inclure les femmes dans le plan d'indemnisation, leur reconnaissant ainsi les mêmes droits que les hommes en tant que propriétaires et utilisatrices. Pourtant, malgré le plan d'inclusion sociale et d'égalité des genres conçu par EACOP, les femmes témoignent ne pas avoir eu accès à une compensation digne et juste.

LES FEMMES DISENT NE PAS AVOIR BÉNÉFICIÉ DES COMPENSATIONS AUXQUELLES ELLES AVAIENT DROIT

La compensation promise a été répartie par « foyer », que ce soit par versement sur un compte bancaire ou par un échange de terres de valeur égale. Les femmes ne sont pas satisfaites des deux choix proposés.

INDEMNISATION MONÉTAIRE. Face à un contexte local particulièrement discriminant pour les femmes, TotalEnergies a opté pour une solution unique, censée réduire les inégalités de genre : l'ouverture de nouveaux comptes bancaires au nom des deux époux. « *Le consentement de la conjointe a été utilisé afin de s'assurer que les femmes participent aux décisions concernant les options d'indemnisation*⁶. » Dans la pratique, cependant, l'accès à l'indemnisation ne s'est pas nécessairement concrétisé. **Toutes les femmes ont témoigné qu'elles ne savaient pas comment et quand l'argent de l'indemnisation avait été dépensé, voire s'il l'avait été.** Grace* témoigne ainsi :

« *Je sais que l'argent est ici dans la maison, mais je ne l'ai jamais vu*⁷. »

Mary, elle, signale qu'il lui est impossible d'accéder à la compensation monétaire car seul son mari a les moyens de se déplacer jusqu'à la banque en moto. Ces risques avaient été identifiés dans un rapport d'Oxfam⁸, et se sont manifestement réalisés. Les femmes témoignent avoir perdu une grande part d'autonomie dans la gestion des dépenses du foyer en comparaison avec leur situation avant la relocalisation. Selon elles, cette situation aurait pu être évitée en les intégrant véritablement au processus de compensation, plutôt que de leur demander une simple signature. Une autre femme témoigne ainsi :

*Tous les prénoms ont été changés.



« Maintenant, les hommes sont encouragés à se marier simplement pour obtenir notre signature et avoir accès à la compensation. »

Plus largement, il semble que les entreprises aient réduit le rôle des femmes à celui de simples « conjointes » de leur mari, n'ayant aucun pouvoir sur les décisions du foyer. En effet, EACOP mentionne avoir « aidé les personnes affectées par le projet (PAP) à ouvrir des comptes bancaires avec leurs conjointes⁹ », une terminologie réductrice liant obligatoirement une femme à son mari. De fait, un rapport de Just Finance datant de 2022 mentionne que certaines femmes célibataires n'ont toujours pas reçu de compensation¹⁰. Tout ceci suggère un manque de reconnaissance des droits informels des femmes à la terre, ainsi que de l'autonomie et du contrôle qu'elles avaient sur les ressources du foyer avant l'indemnisation.

INDEMNISATION EN NATURE. Dans le cas où les femmes ont été indemnisées par l'octroi de nouvelles terres agricoles et maisons, notre enquête suggère que ces dernières ne sont pas adaptées aux attentes des femmes. Alors même qu'EACOP affirme avoir relocalisé les personnes affectées de manière « culturellement appropriée »¹¹, les femmes estiment que leurs nouvelles maisons ne sont pas adaptées à leur mode de vie. Elles n'ont par exemple plus la possibilité de cuisiner à l'extérieur, des fourneaux électriques ayant été placés à l'intérieur des maisons, avec des risques importants à cause de la fumée qui s'en dégage. TotalEnergies a accordé des subventions à une société de conseil en environnement (Ecotrust) afin de distribuer des « fourneaux

améliorés » aux communautés déplacées¹², les incitant ainsi à modifier leur façon de cuisiner. Ces subventions auraient pu être mieux utilisées pour comprendre les attentes des femmes quant à leurs nouvelles maisons. Une autre femme signale une problématique propre au camp de relocalisation de Kyakaboga :

« Dans notre culture, les enfants ne sont pas censés vivre dans la même maison que leurs parents lorsqu'ils grandissent, et pourtant tout le monde ici a été relocalisé dans une seule maison. »

UN MANQUE DE PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES RÉUNIONS CONCERNANT LEUR RELOCALISATION

Ces problèmes sont à mettre en relation avec le fait que les femmes se plaignent de ne pas avoir pu participer de manière significative aux prises de décision concernant leur relocalisation. EACOP affirme avoir organisé des réunions réservées aux femmes, mais ne publie aucune information sur le nombre de femmes et d'hommes qui ont participé à ces réunions... Il est donc difficile de déterminer si les femmes ont pu y participer de manière significative. Rose témoigne :

« Il n'y avait pas d'opportunité d'assister aux réunions parce que les maris ne voulaient pas. Et il n'y avait pas de place pour demander ce qui s'était passé pendant ces réunions¹³. »



Ce manque de participation ne peut qu'entraîner l'exclusion des femmes de certaines décisions. Lors d'un entretien où nous avons évoqué les options de compensation, une femme a admis :

« *Je ne savais même pas qu'il était possible de choisir entre une compensation monétaire ou en nature.* »

Selon d'autres personnes interrogées dans un rapport d'Oxfam, les consultations étaient souvent organisées tôt le matin, à un moment où la plupart des femmes travaillaient dans les champs et ne pouvaient pas se rendre aux réunions¹⁴. Cela confirme que les épouses n'ont pas été impliquées dans les prises de décision concernant leur relocalisation.

UNE OFFRE DE FORMATION CONÇUE POUR LES RAPPORTS "RSE" PLUTÔT QUE POUR LES BESOINS DES FEMMES

En complément de l'indemnisation officielle, certaines femmes se sont vu proposer par les entreprises pétrolières et le gouvernement des « programmes de perfectionnement » et des « programmes de subsistance ». Il pouvait s'agir de cours sur la culture des légumes, de formations à la création d'entreprise, ou encore de distribution de machines à coudre, entre autres. Cependant, comme témoignent certaines femmes :

« *Ils nous ont proposé ces formations à la culture de légumes, mais il n'y a aucun endroit où nous pourrions les vendre*¹⁵. »

Une femme explique également qu'elle n'a pas pu obtenir de formation ni d'équipement parce qu'elle n'est pas l'épouse principale de son mari. Les femmes que nous avons interrogées estiment que les programmes de subsistance sont potentiellement utiles en vue de lancer leur propre entreprise, mais qu'ils restent incomplets et inadaptés à leurs besoins. Ce qui n'a pas empêché les entreprises pétrolières de faire figurer des photos des machines à coudre dans leurs rapports de « responsabilité sociale ». Étant donné que les femmes affectées n'ont pas reçu une compensation adéquate, toute mesure partielle visant à améliorer leur situation ne peut être considérée que comme largement insuffisante.

CONCLUSION

Les témoignages des femmes suggèrent que l'engagement des entreprises pétrolières en faveur de l'égalité des genres est resté superficiel. Dans un contexte de droits fonciers complexes où les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes, les ajustements mineurs intégrés à la politique de compensation ont été insuffisants pour remédier aux inégalités existantes. En ce qui concerne les compensations monétaires, le système d'indemnisation a même entraîné une réduction du pouvoir de contrôle des femmes sur les fonds communs, renforçant ainsi les inégalités au sein du ménage.

Le plan de compensation, au lieu de tenir compte des problèmes spécifiques aux femmes, a donc peut-être fini par les désavantager. Comme le résume Mary :

« *En tant que femme, je n'ai en rien bénéficié de ce programme d'indemnisation*¹⁶. »

LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE SUR LES RÔLES GENRÉS ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES FEMMES

L'exploitation pétrolière en Ouganda est menée dans le cadre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), qui stipule que : « *Les questions de genre dans les industries extractives ne peuvent être traitées de manière adéquate que si les problèmes de droits et d'équité sont identifiés et abordés. Le processus de relocalisation pourrait exacerber, et exacerbe souvent, les disparités et les inégalités existantes entre les hommes et les femmes. Dans de nombreuses sociétés, les femmes ne jouissent pas de droits fonciers et de propriété, ont un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes, travaillent dans le secteur informel, connaissent une mobilité restreinte et assument la responsabilité de répondre à des besoins fondamentaux tels que l'eau et l'agriculture*¹⁷. »

Cette déclaration souligne les liens étroits entre les inégalités de genre et les rôles assignés aux femmes, tels que la collecte d'eau et de petit bois, mais elle ne reconnaît pas que l'exploitation pétrolière **en elle-même** peut-être à l'origine de discriminations supplémentaires pour les femmes. Une telle perspective exclut d'emblée toute prise en compte de la façon dont EACOP et les autres projets pétroliers en Ouganda peuvent nuire aux besoins des femmes¹⁸.

Les femmes que nous avons interrogées déclarent avoir été relogées dans des endroits inadéquats, avec un accès limité aux ressources vitales telles que l'eau et le petit bois. Elles demandent aux entreprises pétrolières et au gouvernement de leur fournir un environnement plus adapté qui leur permettrait de remplir leurs obligations de cultiver la terre et de s'occuper de leurs proches.

Dans les villages ougandais où nous avons enquêté, les tâches quotidiennes sont réparties entre les hommes et

les femmes. Les femmes participent à la **reproduction sociale**¹⁹ par le biais de différentes activités, notamment mais pas exclusivement²⁰ :

- L'exploitation des terres agricoles et les récoltes pour nourrir le foyer ;
- La collecte de bois et d'eau ;
- La cuisine de tous les jours ;
- Le soin des enfants et des petits-enfants et le paiement de leurs frais de scolarité ;
- Les soins aux personnes âgées ;
- La vente des récoltes excédentaires sur les marchés ;
- La gestion des fonds du ménage.

Alors que les rôles des maris²¹ incluent généralement :

- La création d'entreprises ;
- Le pâturage des animaux ;
- L'agriculture maraîchère ;
- La gestion des fonds du ménage.

D'après les témoignages recueillis, le processus de relocalisation a fortement affecté la capacité des femmes à remplir ces rôles genrés.

L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DE LA FAMILLE

Dans les villages ruraux, c'est la terre qui nourrit les familles. Certaines cultures sont destinées à être vendues pour générer un revenu supplémentaire, tandis que d'autres, telles que les cultures vivrières, sont récoltées par les femmes pour subvenir aux besoins de leur foyer.



De nombreux retards dans l'indemnisation des terres agricoles

Les retards dans le processus de relocalisation, dont les entreprises pétrolières et le gouvernement sont tenus pour responsables, ont eu un impact particulièrement difficile sur les femmes qui ne pouvaient plus subvenir aux besoins de leurs proches en matière de nourriture²². Selon Beatrice, la dirigeante du Kwataniza Women Farmers Group, et d'autres sources, il a parfois fallu attendre cinq ans pour que certaines femmes déplacées obtiennent de nouvelles terres, ce qui les a laissées dans l'incapacité de cultiver²³. En effet, les entreprises ont imposé une date butoir à partir de laquelle la culture des terres était interdite, et ce même avant que la compensation soit reçue²⁴. Cette pratique va à l'encontre de la législation ougandaise sur l'acquisition des terres et de la constitution du pays (article 26). Les femmes, en tant que principales pourvoyeuses de nourriture pour leurs familles, ont été obligées de s'endetter afin de louer des terres et subsister, entraînant des situations de grande précarité.

« La survie des femmes et de leurs familles après la date butoir était très compliquée. Elles louaient des terres pour cultiver de la nourriture, offraient du travail occasionnel pour obtenir de la nourriture. Dans de nombreux cas, elles ont à peine survécu avec quelques repas. »

Certaines femmes signalent qu'elles n'ont toujours pas été indemnisées en terres agricoles malgré les promesses des entreprises.

Des distances plus longues et dangereuses jusqu'aux terres agricoles

Dans le cas où les femmes ont été relogées, elles ont indiqué devoir parcourir des distances beaucoup plus longues qu'auparavant pour se rendre sur leurs terres. Les femmes ont exprimé leur mécontentement de ne pas avoir eu la possibilité de choisir leur zone de relocalisation²⁵. Cela a eu des conséquences sur leur capacité à poursuivre leur activité agricole. Margaret raconte :

« Ma nouvelle terre est maintenant située à 20 km de ma maison. Je prends parfois le boda²⁶ pour m'y rendre, mais la plupart du temps, je me contente de marcher. Mes pieds et mes jambes sont douloureux à force de marcher. Parfois, on me vole mes récoltes pendant mon absence²⁷. »

Une autre femme témoigne que ses nouvelles terres agricoles sont pratiquement inutilisables en raison de l'exploitation pétrolière voisine qui pollue les sols.

« Les déchets sont déversés sur nos terres, si bien que nos cultures ne poussent plus²⁸. »



Selon elle, le sable proviendrait de la construction des infrastructures routières voisines. Cela fait écho aux conclusions des rapports des Amis de la Terre et suggère que les entreprises pétrolières ont ignoré les préoccupations des femmes concernant la distance entre les terres agricoles et les habitations²⁹.

Des terres agricoles moins fertiles, des régimes alimentaires plus pauvres

En outre, certaines femmes témoignent que leurs nouvelles terres agricoles sont de moins bonne qualité que celles qu'elles cultivaient auparavant, ce qui les empêche de cultiver les mêmes denrées alimentaires. Fausta raconte ainsi :

« Avant, mes enfants mangeaient les fruits de nos manguiers. Je vendais des fruits à la bonne saison et j'en tirais beaucoup d'argent. Aujourd'hui, il n'y a aucun endroit où je pourrais faire repousser ces arbres³⁰. »

Les mangues et autres fruits qui enrichissaient le régime alimentaire sont désormais une denrée rare pour certaines familles. De ce point de vue, le développement pétrolier a eu un impact direct sur la santé des membres du foyer. Une autre femme témoigne :

« J'avais l'habitude de cultiver des fruits locaux pour soigner ma famille, mais je ne les trouve plus là où j'ai été relogée. »

« Je dois maintenant aller jusqu'à Hoima pour les trouver. »

COLLECTE DE BOIS ET D'EAU

Alors que les forêts et les zones boisées disparaissent au profit de l'exploitation pétrolière, les femmes déplacées témoignent de difficultés à collecter des ressources vitales telles que le bois et l'eau. Le bois est le seul combustible permettant aux femmes de cuisiner, mais cette considération semble avoir été omise dans les politiques de relocalisation des entreprises pétrolières. Farida explique :

« Depuis que nous avons été relogées, nous devons marcher 8 kilomètres pour nous rendre au nouveau point de collecte de bois de chauffage. Avant cela, nous pouvions collecter beaucoup de bois directement dans nos jardins. »

Bien que la politique d'inclusion sociale de l'EACOP mentionne « l'interdiction du travail des enfants » (politique des droits de l'homme de l'EACOP, 2022), sa politique de relocalisation a eu, selon les témoignages, un effet négatif à ce point de vue : les points de collecte d'eau et de bois sont désormais si lointains que les femmes sont contraintes de demander aux enfants de les aider dans cette tâche, au lieu d'aller à l'école.

SCOLARISATION DES ENFANTS ET PETITS-ENFANTS

Au cours du processus d'acquisition des terres, deux écoles de Kabaale (Nyahaira Primary School et Kyapaloni) ont été rachetées aux communautés. Les enfants ont été déscolarisés et il a fallu plus de cinq ans pour qu'ils soient transférés à un nouvel établissement, en raison, selon Beatrice, d'une négligence de la part des entreprises pétrolières. Les femmes en souffrent directement, puisque ce sont elles qui sont tenues responsables pour la scolarisation des enfants. Comme elles l'expliquent :

« *Quand les enfants seront grands, ils nous reprocheront de ne pas les avoir envoyés à l'école*³¹. »

CONCLUSION

Les femmes jouent un rôle essentiel en matière de soin, de récolte et d'alimentation pour tout un réseau de parents et de proches. Leur capacité à remplir ces rôles a été considérablement affectée par l'exploitation pétrolière et par la relocalisation dans des zones mal adaptées. Les femmes dépendent d'un approvisionnement adéquat en nourriture, en plantes, en eau et en bois pour remplir leurs rôles, mais cet aspect semble avoir été négligé dans le processus de relocalisation. Le travail de soins non rémunéré effectué par les femmes n'a pas été pris en compte lors de l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux, ce qui a entraîné une absence de compensation adéquate pour les dommages causés par l'exploitation pétrolière.

LES PROJETS PÉTROLIERS CRÉENT UN NOUVEL ESPACE VIOLENT POUR LES FEMMES

Le développement pétrolier a rendu difficile, voire impossible, l'accomplissement de rôles traditionnellement imposés aux femmes dans une société patriarcale (la collecte de l'eau et du bois, l'agriculture, le soin des proches etc.) Cette situation a entraîné de nouvelles violences au sein des couples. Beatrice explique avoir observé que « *les violences conjugales ont augmenté car les maris rentraient à la maison et qu'il n'y avait rien à manger* ». D'autres femmes confirment que :

« *Les disputes commencent lorsque les maris rentrent à la maison sans avoir de nourriture sur la table et que les enfants pleurent*³². »

En décembre 2022, EACOP s'est associé au ministère de l'Égalité des sexes pour une campagne de 16 jours visant à sensibiliser à la violence sexiste et à prouver son engagement en faveur de l'« égalité de genre ». Cependant, aucune mention n'a été faite sur la manière dont EACOP exacerbe les inégalités hommes-femmes et délimite un nouvel espace dangereux pour les femmes. En effet, de nombreuses femmes témoignent se sentir davantage exposées au harcèlement depuis le début de l'exploitation pétrolière, en raison de l'augmentation du nombre de travailleurs masculins dans la région.

L'avantage de l'anonymat

Au cours des entretiens, les femmes ont exprimé leur inquiétude face à la présence de nombreux nouveaux travailleurs masculins, tels que des ouvriers routiers, des ouvriers pétroliers, des soudeurs, d'autres ouvriers d'infrastructure et des militaires. Elles décrivent ces nouveaux arrivants comme un groupe d'hommes étrangers indistincts, difficiles à distinguer et à identifier, qui limitent leur liberté de mouvement. Dans le camp de réinstallation de Kyakaboga, une femme a

été assassinée alors qu'elle ramassait seule du bois de chauffage. L'identité du meurtrier reste inconnue à ce jour et cet incident tragique a créé un sentiment de peur chez les femmes qui doivent maintenant s'aventurer plus loin pour accéder aux ressources (voir II)³³. Une autre femme indique ne plus se sentir à l'aise lorsqu'elle se déplace chez elle la nuit³⁴. Ce meurtre resté impuni soulève non seulement des questions quant à la gouvernance défaillante des projets pétroliers, mais renforce également l'impression des femmes d'être confrontées à une entreprise sans visage, à laquelle il est impossible de demander des comptes. Les femmes et les hommes de Kyakaboga se rappellent également la peur qu'ils ont ressentie lors de l'arrivée soudaine des avions, des véhicules gouvernementaux et des personnes armées, au début de l'exploitation pétrolière, sans aucun avertissement formel. TotalEnergies a informé la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) qu'un protocole d'accord serait signé avec les autorités ougandaises pour le déploiement d'une force de police spécialisée dans le pétrole et le gaz³⁵. Compte tenu des antécédents d'abus des forces de police ougandaises et du caractère confidentiel de ce protocole d'accord, on ne sait pas dans quelle mesure cela permettra effectivement de lutter contre la violence et de la réduire. Les femmes sont particulièrement vulnérables à cet égard.

L'absence de réaction des entreprises pétrolières face au harcèlement au travail

EACOP s'est engagée à suivre des « politiques rigoureuses » en termes de normes de droit du travail pour les sous-traitants et les fournisseurs³⁶. Toutefois, une plombière témoigne avoir été victime de harcèlement sur son lieu de travail de la part d'un sous-traitant de TotalEnergies. Elle témoigne :

« Les sous-traitants causent beaucoup de problèmes aux ouvrières. Lorsque j'ai refusé à leurs avances, cela m'a fait perdre mon emploi. Il existe un fossé entre ce que prétend TotalEnergies et la réalité. Cette entreprise ne prend pas le temps de nous consulter ou d'écouter nos plaintes vis-à-vis de leur sous-traitants. Toute personne osant s'exprimer s'expose inévitablement à davantage de violence et de harcèlement de la part des sous-traitants³⁷. »

Elle signale avoir eu également des problèmes avec les « Community Liaison Officers » (CLO), des représentants communautaires nommés par les entreprises pétrolières, qui l'ont intimidée lorsqu'elle a voulu dénoncer ces injustices. Lorsqu'elle a tout de même choisi de dénoncer publiquement ces agissements, elle a perdu son emploi.

« Quoi qu'elles (les entreprises pétrolières) pensent mettre en œuvre, les sous-traitants ne suivent pas. Ils font ce qu'ils veulent. »

Les maladies infectieuses

Dans certains villages de la région où le Ssubi National Group, une ONG locale, avait réussi à faire baisser le nombre de cas de VIH, les taux augmentent à nouveau³⁸. Selon une habitante de Kabaale, le taux de VIH dans sa communauté atteint désormais 89 %. Dans un contexte où les femmes ont de moins en moins de ressources pour se soigner à cause du développement pétrolier (voir II), TotalEnergies est responsable de l'atteinte à la santé et à la sécurité des femmes.

DE "L'HISTOIRE D'AMOUR" À L'AGRESSION SEXUELLE : L'HISTOIRE DE NAMAZZI

Il y a quelques années, Namazzi a rencontré le responsable de la construction d'infrastructures pétrolières. Cet ouvrier Européen avait été appelé par son entreprise afin de surveiller le chantier

pétrolier. Elle raconte être tombée amoureuse, avec l'espoir qu'ils déménageraient tous les deux dans son pays natal, en Turquie. Néanmoins, elle raconte avoir subi un viol seulement quatre mois après avoir accouchée de son premier enfant avec lui. L'ouvrier est ensuite rentré en Turquie, sans lui laisser de coordonnées. Namazzi a survécu à cette agression mais doit maintenant faire face à la désapprobation de sa communauté. Son restaurant a perdu tous ses clients à cause des rumeurs sur sa relation avec un travailleur pétrolier étranger. Elle n'a plus les moyens d'envoyer suffisamment de nourriture à ses enfants, qui étudient dans un internat à Hoima, la capitale de la région. Elle ne peut pas non plus se déplacer pour les voir car elle n'en a pas les moyens³⁹. Selon Beatrice, Namazzi n'est pas la seule à avoir souffert de relations abusives avec des travailleurs de la route, ce qui laisse supposer qu'il s'agit d'un problème à plus grande échelle. Les développements pétroliers ont entraîné une violence importante qui a affecté le corps et le statut social des femmes, mais aucun système de soutien n'a été mis en place pour celles qui ont subi des violences sexuelles.

CONCLUSION

Bien que la norme 4 de la SFI relative à l'exploitation pétrolière, applicable au projet EACOP, est censée assurer « la santé, la sécurité et la sûreté de la communauté », il semblerait que l'exploitation pétrolière ait en pratique réorganisé l'espace au détriment des mouvements des femmes. Pour les femmes, les épouses et les jeunes filles qui témoignent, les recrues de l'exploitation pétrolière apparaissent comme une force mobile effrayante, source d'agressions potentielles, de harcèlements et de relations abusives. L'exploitation pétrolière porte atteinte à la santé et à la dignité des femmes, et restreint leur capacité d'union face à une entreprise anonyme, car les agressions peuvent entraîner la honte et l'exclusion de la communauté. Les entreprises pétrolières sont responsables de la création de ces nouvelles inégalités entre femmes et hommes.

MALGRÉ UNE INTIMIDATION SYSTÉMATIQUE, LES FEMMES RÉSISTENT

Dorothy, Annet, Beatrice et d'autres femmes défenseuses se mobilisent individuellement et collectivement pour exprimer leurs préoccupations et demander l'amélioration des conditions de relocalisation. Leur plaidoyer et leur franc-parler mettent les représentants des acteurs pétroliers sur la défensive.

« *Les gens du CPF (Central Processing Facility) nous traitent comme des ennemies. Ils nous considèrent comme des personnes hostiles au développement* »,

témoigne Dorothy, qui a dénoncé l'indemnisation injuste de ses terres et a porté l'affaire devant l'Autorité pétrolière de l'Ouganda. Les femmes demandent également aux dirigeants locaux d'améliorer les services de santé, d'eau, d'assainissement et d'agriculture. Dans de nombreux cas, les femmes déclarent jouer un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de communiquer avec les représentants désignés du secteur pétrolier au sujet des problèmes d'indemnisation et de relocalisation.

Malgré un espace démocratique limité, les femmes ont créé des ONG pour s'organiser collectivement et se défendre. Par exemple, le Kwataniza Women Farmers Group a dû changer de stratégie parce qu'il contestait la construction de l'oléoduc EACOP, ce qui devenait dangereux : « *Les lois ont été modifiées pour nous écraser* » (notamment par le biais de la loi sur la gestion de l'ordre public). Beatrice, la responsable de ce groupe, tente de promouvoir les préoccupations des femmes. D'autres ONG, telles que Global Rights Alert, l'Association nationale des professionnels de l'environnement (NAPE), l'Institut africain pour la gouvernance énergétique (AFIEGO) et l'ONG NAVODA sont également attentives aux problèmes spécifiques des femmes.

LES FEMMES ONT DES DEMANDES CLAIRES À L'ÉGARD DES ENTREPRISES PÉTROLIÈRES

- Une compensation équitable : pour tenir compte de la différence d'accès à la propriété foncière entre mari et femme, les femmes demandent une compensation équitable qui reflète leur véritable engagement vis-à-vis de la terre, sur laquelle elles passent leur journée à récolter et à cultiver ;
- Soutien à la scolarisation des enfants, et des enfants de familles monoparentales ou en difficulté ;
- Soutien à la création d'entreprise, par exemple en soutenant les petites entreprises féminines dans les domaines du commerce, de l'élevage de chèvres, de la volaille et des ruchers, afin d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ;
- Accès direct au petit bois ;
- Soutien à la formation des femmes et des jeunes, création d'emplois pour les femmes affectées par le projet et augmentation du nombre de postes pour les femmes ;
- Amélioration des moyens de subsistance au long terme.

Dans l'ensemble, ces revendications reviennent à demander aux entreprises pétrolières de mettre en œuvre leurs engagements, et de tenir compte des différents points de vue des femmes affectées⁴⁰.

CONCLUSION

Cette enquête offre un premier aperçu des impacts de l'exploitation pétrolière en Ouganda sur les femmes. D'après les témoignages que nous avons recueillis, l'exploitation pétrolière ne prive pas seulement les femmes de leurs terres, mais aussi de la possibilité de mener une vie digne. Dans un contexte de discriminations déjà importantes dans l'accès aux droits de propriété, l'arrivée de géants pétroliers est un obstacle de plus. Malgré les engagements de ces entreprises, les femmes témoignent du peu d'intérêt qu'on leur a porté depuis le début du projet. Selon elles, TotalEnergies, CNOOC, et le gouvernement ougandais auraient manqué à une compensation juste reconnaissant leurs droits informels à la terre, négligé leurs besoins en termes d'accès aux ressources et de relocalisation, et oublié leurs demandes dans les processus de consultation.

La manière dont TotalEnergies, en tant que chef de file du projet EACOP, prétend défendre les droits des femmes devrait servir d'avertissement général sur la façon dont ces projets se servent de l'argument de "l'égalité des genres" afin de justifier leur intervention. TotalEnergies profite de la globalisation des luttes féministes (gender mainstreaming en anglais) afin de rendre le projet EACOP plus attractif aux regards des investisseurs. Sa version de "l'égalité des genres" correspond en réalité à une conception occidentale et blanche du "développement de la femme", puisque l'entreprise doit satisfaire des normes internationales de responsabilité qui sont intrinsèquement définies par des investisseurs et porteurs de projets occidentaux (la SFI, l'ITIE, etc). Cette problématique a des conséquences concrètes sur la vie des femmes, qui se voient offrir de nouvelles maisons et terres agricoles complètement inadaptées à leurs besoins et au contexte culturel. L'ouverture de comptes bancaires comme solution "miracle" expose les femmes à davantage de contraintes que de bénéfices, puisqu'elles ne sont reconnues qu'en tant que « conjointes » et non en tant que piliers économiques pour leurs proches, ainsi que soignantes et cultivatrices. En ignorant les revendications des femmes, les entreprises pétrolières se contentent d'afficher un engagement superficiel en leur faveur, leur permettant de cocher des cases dans leurs rapports de responsabilité sociale, malgré avoir dégradé



le contexte local. Ces entreprises bénéficient également d'une complicité avec le gouvernement ougandais, qui approuve leur engagement envers les femmes.

Dans cet environnement défavorable, les femmes continuent de s'organiser collectivement, malgré le risque d'intimidation et de harcèlement. Elles participent activement à obtenir de meilleures conditions pour leur communauté en témoignant de ce qu'elles observent sur le terrain.

Au vue des témoignages des femmes dans le cadre de cette enquête, mais aussi des nombreuses pétitions de la part des populations locales, de l'activisme Ougandais et international, ainsi que des recours en justice portés par les communautés, le développement pétrolier mené par TotalEnergies, CNOOC et le gouvernement Ougandais ne peut être considéré comme bénéfique pour les communautés relocalisées. Les revendications des femmes à cet égard doivent être prises en compte, et une réparation doit être apportée aux femmes ayant soufferts depuis l'arrivée de TotalEnergies sur leurs territoires.

MÉTHODOLOGIE



A Données primaires : Cette recherche a été menée en collaboration avec TASHA, une ONG locale qui lutte afin de

donner une voix aux membres de la communauté pour exiger la protection, le respect et la réparation pour les victimes de violations des droits humains en Ouganda. Depuis 2021, TASHA œuvre pour aider les communautés affectées à comprendre leur droits et à accéder aux procédures de recours en justice dans les contextes de relocalisation, produire de la recherche et des études sur le développement pétrolier en Ouganda, sensibiliser les communautés aux enjeux environnementaux et climatiques, organiser la défense des activistes ougandais subissant des menaces et intimidations, et conceptualiser un avenir avec des solutions plus écologiques pour les industries et populations ougandaises.

Lieux (districts) : 10 villages dans les districts de Buliisa, Hoima (ville et district), Masindi, Kikuube (région occidentale de l'Ouganda, où se trouvent les gisements de pétrole) & Rakai, Kyotera (région « centrale » de l'Ouganda - au Sud, pas de gisements, seulement le passage prévu de l'EACOP).

Champ d'application : cette recherche porte sur le développement pétrolier dans son ensemble. Cela inclut EACOP, Tilenga (CPF à Buliisa et 400 puits de pétrole), et Kingfisher (4 puits de pétrole), la raffinerie de Kabaale et l'aéroport, l'oléoduc utilisé pour transférer le pétrole raffiné à Wakiso, près de Kampala, ainsi que les nouvelles infrastructures routières et l'extraction d'eau et de sable du lac Albert.

Témoignages issus d'entretiens individuels ou en groupes semi-structurés de 3, 4 ou 5 femmes. Témoignages de 30 femmes, âgées de 30 à 70 ans. Différents statuts socio-économiques - entre 0 et 9 enfants, mariées, veuves, etc. Religions et langues différentes (Alu, Nyoro, seules certaines parlent anglais et le luganda). Les témoignages ont été traduits par un interprète local (Atuhura Maxwell, Roger Ntumwa..., et Beatrice Rukanyanga). Les entretiens se sont

déroulés selon un modèle *open-ended* où les participantes étaient invitées à témoigner de leur situation actuelle. Rapidement, toutes ont mentionné le développement pétrolier. Un questionnaire de dix questions sur des sujets d'expropriation des terres fut rédigé. Certains contacts ont été gardés par la suite afin d'échanger par messages sur l'évolution de la situation pour les femmes.

Nous avons contacté le 11 avril 2024 l'entreprise TotalEnergies dans le cadre de la préparation de cette enquête, avec des questions spécifiques. Le groupe nous a assuré qu'il nous enverrait des réponses, que nous n'avons pas reçues au moment de boucler la publication de ce rapport (3 mai 2024).

B Données secondaires/ littérature académique et journalistique

Hill et al (2021) sur l'analyse de l'évaluation de l'impact sur le genre de l'EACOP ;

Analyse de genre de l'EACOP d'OXFAM ;

Enquête d'Human Rights Watch ;

Enquêtes des Amis de la Terre & Survie (EACOP,

La voie du désastre et Un cauchemar nommé Total).

Commentaire : Les conclusions de ce rapport sur les impacts sociaux et genrés de l'exploitation pétrolière et leur évolution dans le temps sont spécifiques aux sites étudiés, même si des conclusions similaires pourraient être tirées ailleurs. D'autres études doivent être réalisées sur les impacts genrés des déplacements pétroliers afin de comprendre pleinement les moyens de subsistance des femmes après l'indemnisation. D'autres recherches doivent également être menées pour faire entendre la voix d'autres groupes de la communauté (personnes âgées, handicapés, enfants, etc.). Cette enquête considère la perspective de genre selon une interprétation binaire et hétéronormée (hommes-femmes), mais pourrait être étendue par une plus large analyse d'autres rapports genrés (particulièrement au vu de la dernière loi homophobe passée par le gouvernement ougandais).

NOTES

- 1 Selon [les Amis de la Terre France](#).
- 2 Voir le site d'EACOP.
- 3 [Eacop : le projet climaticide de TotalÉnergies en 6 chiffres](#), *Reporterre*, février 2023.
- 4 ["Total's contested oil projects in Africa: The case of Uganda and Tanzania"](#), *RFI*, février 2023.
- 5 [Papiers, femmes et droits fonciers, Émancipation des femmes et accès à la terre en Ouganda](#), Priscilla Ramirez Marie Lou-Reymondon, ANR-Sciences Po, 2016.
- 6 [Land Acquisition and Resettlement Framework](#), p.26.
- 7 Témoignage d'un habitant de Kituntu, le 30 mai 2023.
- 8 [Gender Analysis of East Africa Crude Oil Pipeline](#), p. 7, Oxfam, août 2019.
- 9 [Land Acquisition and Resettlement Framework](#).
- 10 ["Risk of poverty after land acquisitions for Uganda's mega oil pipeline"](#), *Just Finance*, 2022.
- 11 [Land Acquisition and Resettlement Framework](#), p.10.
- 12 [UGEITI Report for Fiscal Year 2019-20](#), p.216.
- 13 Témoignage d'une résidente du camp de réinstallation de Kyakaboga, le 7 juin 2023.
- 14 [Empty Promises Down the Line?](#), p.45, Oxfam, 2020.
- 15 Témoignage d'une habitante de Buliisa, le 8 juin 2023.
- 16 Témoignage d'une habitante de Buliisa, le 8 juin 2023.
- 17 [UGEITI Reportfor Fiscal Year 2019-20](#), p.122.
- 18 [Gender Analysis of East Africa Crude Oil Pipeline](#), p. 18, Oxfam, août 2019.
- 19 **Reproduction sociale** : activités qui permettent et soutiennent la reproduction des activités de production et la perpétuation du genre. La reproduction sociale comprend les soins et la socialisation des enfants, les soins aux personnes âgées ou infirmes, l'organisation de la sexualité, la reproduction biologique et la manière dont la nourriture, les vêtements et le logement sont mis à disposition. (d'après Barbara Laslett, 1989).
- 20 Selon Beatrice (responsable du groupe d'agricultrices Kwataniza), OXFAM.
- 21 Les rôles de genre sont un ensemble de comportements et de modèles déterminés culturellement et socialement et attendus des individus en fonction de leur assignation à la naissance à une catégorie sexuelle.
- 22 [EACOP, La voie du désastre](#), les Amis de la Terre France, 2022.
- 23 [Un cauchemar nommé Total](#), Les Amis de la Terre France et Survie, 2020.
- 24 [Un cauchemar nommé Total](#), Les Amis de la Terre France et Survie, 2020.
- 25 [Un cauchemar nommé Total](#), Les Amis de la Terre France et Survie, 2020.
- 26 Nom pour une moto.
- 27 Témoignage d'une habitante de Kabaale, le 9 juin 2023.
- 28 *Idem*.
- 29 [EACOP, La voie du désastre](#), p. 26, les Amis de la Terre France, 2022.
- 30 Témoignages du camp de réinstallation de Kyakaboga et de Buliisa, les 7 et 8 juin 2023.
- 31 Témoignage du camp de réinstallation de Kyakaboga, le 7 juin 2023.
- 32 Témoignage d'une habitante de Kabaale LOC, Kabaale Sub County, le 9 juin 2023.
- 33 Témoignages de 5 résidents du camp de réinstallation de Kyakaboga, le 7 juin 2023.
- 34 Témoignage d'une habitante de Kabaale LOC, Kabaale Sub County, le 9 juin 2023.
- 35 [Nouveaux gisements, même histoire ? À la croisée des chemins pour éviter la catastrophe en Ouganda](#), p. 36, Fidh, 2020.
- 36 [Site web de l'EACOP](#).
- 37 Témoignages recueillis pour la première fois le 8 juin 2023 à Buliisa, avec des conversations de suivi par message texte le 19 mars 2024.
- 38 Témoignage du 31 mai 2024 au Lwanda par 4 femmes.
- 39 Témoignage d'un habitant du sous-comté de Buseruka, le 9 juin 2024.
- 40 [Land Acquisition and Resettlement Framework](#), p.11.

SURVIVRE À EACOP

Les femmes résistent face à
l'exploitation pétrolière en Ouganda

Rapport publié en mai 2024.

AUTRICE Agatha Allain

RECHERCHE Agatha Allain et Maxwell Atuhura (TASHA Research Institute)

RÉVISION Olivier Petitjean

GRAPHISME Zelda Mauger

Remerciements à Beatrice Rukanyanga, Rodgers Ntumwa (TASHA),
Namayanja Scovia (SSUBI), Benon Tusingwire (NAVODA), Shafik Musanje
et Hilda Nakabuye pour leur accompagnement et leurs témoignages.

Remerciements aussi à Thomas Bart



ASSOCIATION OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

2, impasse Delaunay

75011 Paris

observatoire@multinationales.org

observatoiredesmultinationales.org